

بالتعاون مع:

مخبر الشراكة والاستثمار في المؤسسات الصغيرة والمتوسطة في الفضاء الأورو مغاربي

الملتقى العلمي الدولي
حول

70



الأزمة المالية والاقتصادية الدولية
والحوكمة العالمية

أيام 20-21 أكتوبر 2009

عنوان المداخلة

« Incidences de la crise financière mondiale sur les économies maghrébines »

من إعداد الباحث

Dr. Bouadam Kamel
M.C, Ufas de Sétif

Zaidi Abdeslam
chercheur Tébessa

« Incidences de la crise financière mondiale sur les économies maghrébines »

Résumé.

La crise née au cœur du secteur relativement circonscrit des prêts hypothécaires à risque aux Etats-Unis, menace toute l'économie planétaire. Elle contamine l'économie réelle à travers deux créneaux de transmission. D'une part, les places financières mondiales sont malmenées depuis deux ans, les banques voient donc leurs bilans se dégrader fortement, d'autre part, la perte de confiance des ménages et des entreprises dans l'économie génère un climat d'incertitude et de psychose sur l'évolution de l'économie mondiale.

A l'instar des autres économies du monde, les pays du Maghreb subiront les effets de la crise selon son type d'économie. L'Algérie et la Libye, dont les recettes des hydrocarbures représentent + de 97 % de la totalité des recettes, vont être touchées de plein fouet par la chute drastique des prix du pétrole sur le marché mondial. La Tunisie et le Maroc, dont les recettes proviennent des exportations des industries manufacturières, voient leurs économies frappées également par le rétrécissement des marchés d'exportation.

Le court terme sera très dur et difficile pour les économies de la région, frappée déjà par un taux de chômage élevé notamment chez les primo demandeurs d'emploi, très lourds à gérer.

De plus, l'Algérie sera touchée par la baisse de la valeur du dollar : monnaie de paiement des exportations des hydrocarbures, des taux d'intérêt des placements : bons de trésor à rendement nul voir même négatif, l'accroissement de l'inflation importée due à l'accroissement massif des importations (plus de 42 milliards d'euros d'importations pour l'année 2008).

Le ralentissement de l'économie mondiale, qui se traduit, entre autres, par des baisses des IDE et la diminution des exportations pourrait accroître le nombre d'emplois vulnérables et de travailleurs pauvres, le ralentissement voir même l'arrêt des grands projets lancés ou prévus fautes de moyens.

Les économies maghrébines restent bien vulnérables et extrêmement sensibles aux évolutions du marché mondial.

Mots clés :

crise - marché mondial - vulnérabilité - économie maghrébine - effets .

Introduction

Le débat sur la crise financière internationale mené jusqu'à ce jour a eu le mérite d'arriver à une convergence : La crise financière et économique qui secoue le monde depuis 2007 est bien la crise de la mondialisation. Ce sont les moteurs de la mondialisation qui sont mis à mal : ouverture débridée des marchés, chaînes d'approvisionnement mondiales, entreprises intégrées au niveau mondial, capitaux privés ont produit l'apparition et la diffusion de la crise. L'économie du marché sera rudement secouée mais pas détruite. Elle va connaître des mutations sans précédent. Les marchés seront encadrés et l'Etat beaucoup plus présent que par le passé.

Les signes de la mauvaise santé économique mondiale s'amoncellent pour le premier semestre de l'année 2009, confirmant une récession profonde pour tous les pays de la planète. Aucun indice sur une possible amélioration n'est palpable. Les analystes et les institutions financières internationales tablent tous sur une période morose pour la sphère financière mondiale avec des répercussions sur l'économie réelle.

Les récessions liées à des crises financières sont généralement fortes et suivies de reprises lentes : repli des flux de capitaux à destination des pays du sud à cause, notamment, des problèmes de solvabilité auxquels sont confrontées les banques des pays avancées traditionnelles pourvoyeuses de financements, baisse des investissements directs étrangers, perte d'emploi en cascade, fermeture des sites de production, chute de la demande globale mondiale, tout cela aura bien évidemment des effets sur les économies en développement.

A l'instar des autres économies mondiales, les économies maghrébines subissent les effets de la crise chacune selon son type d'économie. L'Algérie et la Libye dont les recettes proviennent à 97,8 % et 96,9 % respectivement des hydrocarbures souffrent de l'effondrement des prix de baril de pétrole, la Tunisie et le Maroc dont les recettes proviennent de leurs exportations de produits de base voient leurs économies frappées de plein fouet par la récession qui touche le marché mondial.

Nous essaierons dans un premier temps mettre l'accent sur la vulnérabilité des pays maghrébines. Nous poursuivrons notre analyse sur les effets de la crise sur la région du Maghreb. Enfin nous terminerons par mettre en évidence les défis et les challenges à mener pour ces pays pour atténuer les effets de la crise.

1 - Economie rentière vulnérable

L'Algérie se met à l'épreuve du développement. L'étendue de son territoire, la diversité de ses richesses et les besoins d'une gestion rationnelle de son potentiel économique se conçoivent comme autant d'atouts qu'il faudrait mettre en évidence. Le défi reste donc entier, et plus que jamais les pouvoirs publics sont mis face à leurs responsabilités. L'ouverture débridée de l'économie a atteint en effet un seuil au-delà duquel le pays doit prendre à bras le corps les questions qui engagent son avenir ou il sera désormais condamné à évoluer.

L'économie nationale est rentière à partir du moment où tous les programmes d'investissements économiques et sociaux sont financés par les revenus tirés du pétrole et du gaz. Le problème est que la science économique nous dit que ce n'est pas toujours bien de dépendre uniquement des richesses du sous-sol parce qu'elles ne sont pas éternelles. L'économie est à la fois une science admirable et déplaisante. Admirable parce qu'elle nous explique le fonctionnement du monde dans toute sa complexité, et déplaisante car elle nous met face à nos comportements qui ne sont pas toujours rationnels, ce qui ne nous rassure guère sur l'avenir.

Selon les chiffres officiels, la progression de la valeur réelle du PIB pour l'année 2006 se situerait aux alentours de 1,8 %, il s'agit là, sans le moindre doute possible d'un taux extrêmement faible comparé aux ressources financières engagées. Une croissance due essentiellement aux exportations d'hydrocarbures, dont les prix ont, sans jeu de mots, flambé

au cours de l'année en cours et aux secteurs connus tels que les services et les BTP, alors que le service industriel continue de plonger, en fonctionnant à 50 % de ses possibilités.

Le secteur industriel public au plus mal comparé au secteur privé nettement plus performant et dynamique à la fois. Le secteur industriel public est proprement sinistré et semble être maintenu en cet état depuis les années 1980, sous toutes sortes de prétextes aussi fallacieux les uns que les autres. Ainsi le maintien sous perfusion au prix de lourds sacrifices d'entreprises publiques, maintes fois refinancées par les banques publiques, elles mêmes navigant déjà dans le rouge, en raison de ce portefeuille de créances malsaines qui ont fait fuir, à force de manœuvres, même la City Bank qui comptait se porter candidate à la reprise du Crédit Populaire Algérien CPA. Il ne faudrait pas perdre de vue que le coût de ces refinancements s'élève depuis 1989 à nos jours à 60 milliards de dollars. Un paille qu'on aurait aimé trouvé aux temps durs du PAS et des licenciements en masse.

Ce constat de croissance économique très faible comparé aux dépenses engagées amène à deux conclusions :

- 1- le niveau d'inflation déclaré officiellement à 2,5 % en 2006 est largement en deçà de la vérité. Pour cela il n'y aurait qu'à réaliser un panier de la ménagère qui inclurait les produits les plus élémentaires pour les deux années 2005-2006 : légumes semoule lait huile sucre
- 2- Les coûts des marchés et des réalisations, les réévaluations successives des projets, souvent scandaleusement gonflés impliquent des transferts indus et de très sérieux soupçons.

Comment expliquer que l'Algérie ait réalisé en 2003 un taux de croissance avoisinant les 7 % (6,8 %) avec un taux plus faible en importations (12 milliards de dollars), alors qu'avec plus du double, on n'arrive plus qu'à 1,8 % de taux de croissance du PIB ?

Un taux faible que même la banque mondiale a pudiquement zappé dans les statistiques de son rapport annuel 2006. Ce qui fait craindre le pire pour 2008, puisque selon les projections du FMI les importations augmenteraient de 32 % par rapport à 2007, pour atteindre 34 milliards de dollars. Même avec ce niveau d'importation, et les effets néfastes de la baisse du dollar par rapport à l'euro, le règlement anticipé de la dette extérieure, le solde de la balance des paiements est resté positif.

Ces résultats ont conduit à une augmentation des réserves de change qui ont atteint un niveau record à la fin 2007 pour dépasser la barre des 100 milliards de dollars. Ces résultats sont dus essentiellement à la mono-exportation d'hydrocarbures. Mais gare au retour de manivelle : si les prix ont dépassé le seuil des 100 dollars le baril, ils risquent de fléchir à tout moment. Reste la dépendance alimentaire du pays car tout ou presque tout est importé et surtout à des prix prohibitifs ces derniers temps, puisque les pays producteurs de produits agricoles

comptent bien répercuter le coût de l'énergie sur les produits qu'ils exportent, et c'est tout à fait légitime.

Ces réserves de change sont en partie déposées aux USA sous forme de bons de trésor américain, rémunérés aux alentours de 4 %, alors qu'une autre partie est confiée à des banques européennes, libellée en euros et livres sterling. Il s'agit de dépôts prudents, faiblement rémunérés à moins qu'ils ne s'agissent de très gros capitaux, mais peu risqués.

Ces fonds souverains ne sont rentables que s'ils représentent des sommes importantes, tout en étant gérés de manière compétente et rigoureuse, alors qu'il faut tenir compte d'un environnement boursier assez tristounet.

L'Algérie a souffert du « syndrome hollandaises » et de son exposition à la volatilité du cours de pétrole, sa principale ressource. L'économie n'est pas assez diversifiée. Ce dont on témoigne tout autant les sources de recettes fiscales que le contenu des échanges extérieurs et souffre socialement d'un fort taux de chômage qui pèse fortement sur la paix sociale et en conséquence, sur les capacités des gouvernants à gouverner. Autre facteur qui rend vulnérable les capacités budgétaires de l'Etat, le poids de l'informel, grandement lié aux problèmes de l'emploi, qui pèse sur les ressources fiscales non liées à la manne pétrolière. La transition vers l'économie de marché, où le secteur privé développe son activité dans la sphère formelle est retardée par l'absence de culture financière, laquelle se traduit à la fois par les difficultés d'accès au crédit pour les entreprises privées, mais également dans la répugnance de ces dernières à y recourir, cela supposant une transparence qui n'est pas encore l'habitude et qui fait subir une concurrence plus importante.

2 - Impacts de la crise sur les économies maghrébines

2. 1 – impact de la crise sur l'emploi

La crise économique mondiale va se traduire par une augmentation considérable, dans le monde, du nombre de chômeurs, des travailleurs pauvres et des personnes en situation de d'emplois vulnérables donc de précarité.

Le ralentissement de l'économie mondiale, qui se traduit entre autres, par la baisse des investissements directs étrangers sur le continent africain et la diminution des exportations de matières premières des pays africains pourrait accroître le nombre d'emplois vulnérables et de travailleurs pauvres. En Afrique, le chômage va augmenter mais de manière légère, faute de protection sociale, ceux qui perdront leur emploi accepteront toute sorte de travail pour survivre. Le recul de la croissance attendu en 2009 (elle devrait être de 5 % contre 5,3 % en

2008 et 6,6 % en 2007) pourrait même renverser les modestes progrès réalisés ces dernières années en termes de création d'emplois et de réduction de pauvreté.

En 2009 la proportion des travailleurs en situation d'emploi précaire, c'est-à-dire ceux qui travaillent soit pour à leur propre compte, soit avec un risque élevé de se trouver sans protection sociale en période de difficultés économiques, augmenterait considérablement pour atteindre plus de 53 % de la population active. En 2008, l'Afrique du Nord a détenu le plus haut taux de chômage avec 10,3 %, alors que ce taux était de 7,9 % dans la partie subsaharienne du continent.

2.2 - Recul du PIB dans la région du Maghreb

L'Algérie est sur une prévision de croissance faible pour le premier semestre 2009. Elle peut faire mieux que les 2,1 % annoncés par le fonds monétaire international ceci grâce à la reprise des cours du pétrole. Les résultats réalisés dans le secteur des hydrocarbures pèsent encore pour plus de 50 % dans la détermination de l'évolution du PIB dans le monde qui va connaître globalement une récession de plus 1,5 %, la performance algérienne paraît acceptable. Seulement elle demeure inférieure à celle de la Tunisie et le Maroc, dont la croissance sera de plus de 3 % pour l'année en cours. Cela constitue une surprise lorsqu'on sait que ces deux pays sont les plus exposés aux conséquences de la crise mondiale : débouchés difficiles pour les produits manufacturés et agricoles, réduction des investissements directs étrangers, baisse du tourisme, effondrement des envois d'argent de leurs ressortissants vivants à l'étranger. Ils résistent mieux à la contraction des marchés mondiaux en modulant leur insertion. Le textile connaît une reprise au Maroc grâce à une légère montée en gamme pour échapper à la concurrence chinoise depuis l'entrée en vigueur de l'accord multifibre qui a ouvert les portes de l'Europe aux produits chinois. Ils tempèrent bien que mal la baisse des IDE : Carrefour et Emmar ont quitté l'Algérie et restent implantés au Maroc où ils continuent toujours à développer leurs projets. Même cas pour l'industrie du tourisme, la Tunisie comme le Maroc ont opté pour le moyen gamme. Ainsi les revenus des algériens n'ayant pas été affectés directement par la crise comme le sont ceux des touristes européens vont ajuster le manque à gagner de nos voisins.

La sensibilité à la crise mondiale peut être amplifiée ou appréciée à sa juste valeur par les orientations de la politique économique à mener par les dirigeants du pays.

Les orientations algériennes ne se conjuguent pour le moment que dans le court terme. D'abord, face au risque certain d'un déficit commercial à cause d'un gonflement des importations, il y a eu tout un arsenal de mesures pour réduire la facture des importations algériennes. L'instauration d'une taxe sur l'automobile comme une des ripostes contre la hausse des importations. Ensuite, il y a eu la décision de croiser le fer avec les partenaires étrangers qui vendent beaucoup à l'Algérie mais n'y investissent pas. Conséquence : une crise ouverte avec l'Union européenne qui ira à vraisemblablement à l'arbitrage international pour faire valoir le cadre réglementaire sur lequel s'applique des mesures rétroactives. Environ deux milliards de dollars d'investissements étrangers sont bloqués au guichet entrant, entre assurances (groupe axa), banques (10 agréments en souffrance) pétrochimie (Mubadala dans l'aluminium , télécommunications, assemblage mécanique. La liste est longue. Dans le même temps, les groupes algériens n'arrivent pas à assurer comme il se doit le relais de la croissance : à titre d'exemple Arcofina n'a pas réussi à financer son projet d'Alger Medina.

Le taux de croissance pour l'Algérie de 2,1 % en 2009 et 3 % en 2010 (taux de croissance hors hydrocarbures étant tiré à plus de 80 % par la dépense publique via les hydrocarbures) est extrêmement faible comparé à la dépense publique qui sera clôturée entre 2004-2009 à plus de 200 milliards de dollars avec des surcoûts estimés à environ 20 % (mauvaise gestion, coût et souvent mauvaise qualité par rapport aux normes internationales).

Comparé aux dépenses sur la population, des pays similaires en développement, dépensent le 1/3 de l'Algérie ont des taux de croissance plus élevés. Ces dépenses ont été rendues possibles essentiellement grâce aux recettes exceptionnelles des hydrocarbures dont le cours moyen pour 2007 a été de 70 à 75 dollars et 100 à 110 dollars pour 2008.

Qu'en sera-t-il si les cours stagnent autour de 60 dollars, outre que les réserves de change de 140 milliards de dollars ne sont pas inépuisables, l'Algérie fonctionnait sur un cours de 75 dollars, cela rendrait non rentables certains projets gaziers et pétrochimiques hautement capitalistiques, alors que dans d'autres pays, elles traversent une crise de demande bien que déjà amorties.

2.3 - Analyse du risque à court terme

Le risque pays de l'Algérie ne devrait pas évoluer sensiblement en 2009 dans le classement des risques internationaux de Nord-Sud. Classée dans la zone du Maghreb et Moyen Orient à la catégorie B2 en 2008 sur une échelle qui va de A1 + au C3 -, le rating final pour 2009 donne un B2 +. La mention + ou - a été ajoutée pour illustrer la capacité de réaction de chaque pays à la crise. Le gonflement des importations algériennes combiné au reflux probable des réserves de change à cause de la baisse accrue des prix du baril de pétrole a été

pris en compte lourdement dans cette notation que le seuil exceptionnellement au-delà duquel se situent les réserves de change. Pour illustrer l'incohérence de cette notation, l'Égypte dont les réserves de change pourraient également baisser en 2009 est dotée d'un +, c'est-à-dire d'une meilleure marge de réaction face à la crise, alors qu'elle se situait à 32 milliards de dollars en 2008, au moment où l'Algérie en comptait 138 milliards de dollars.

La notation du système financier et des entreprises (-) reflète à juste titre cette notation. Il faut bien observer que seuls l'Irak, le Yémen, le Liban et la Syrie présentent un risque jugé supérieur au risque Algérie dans le court terme. L'Égypte, l'Iran et la Libye sont logés dans la même enseigne avec toutefois des indices de marge de réaction face à la crise, inférieurs ou égaux à l'indice + de l'Algérie. Les pays importateurs du pétrole à l'image du Maroc et de la Tunisie, ont réalisé des taux de croissance plus forts en 2008 que les pays exportateurs du brut. Une tendance qui pourrait se maintenir pour la période 2009-2010.

Le classement croisé d'une notation comme celle de Nord-Sud montre à l'évidence la faiblesse structurelle de l'économie algérienne.

Risques pays à court terme 2009 / exposition à la crise

Pays	Rappel catégorie 2008	Catégorie 2009	1	2	3	4	5	Rating final 2009
Algérie	B2	B2	+	+	+ -	- +	-	B2 +
Arabie Saoudite	A2	A2	- +	+	+ -	- +	-	A2
Bahreïn	A2	A2	+	+	-	-	0	A2
Égypte	B1	<u>B2</u>	-	- +	-	-	0	<u>B2 -</u>
E.A.U	A1	<u>A2</u>	+	+ -	+	+ -	-	<u>A2</u>
Irak	C2	<u>C1</u>	- +	- +	+ -	+	-	<u>C1</u>
Iran	B2	B2	-	+	+ -	+	0	B2
Israël	B1	B1	-	-	0	0	+	B1 -
Jordanie	B1	B1	-	-	+	+	0	B1
Koweït	A2	A2	+	+	+ -	- +	-	A2 +
Liban	B3	B3	-	-	+	+	+	B3 +
Libye	B2	B2	- +	+	+	- =	-	B2 +
Maroc	B1	B1	- +	- +	+	+	+	B1 +
Oman	A2	A2	- +	+ -	+ -	- +	+	A2
Qatar	A2	A2	+	+ -	+	+	+	A2 +
Syrie	B3	B3	-	- +	+	-	0	B3 -
Tunisie	B1	B1	-	-	+	+	+	B1 +
Yémen	B3	B3	-	+	+ -	0	0	B3

1- équilibre des finances publiques, déficit ou excédent, endettement public. 2- balance courante de paiements et besoins de financements externes. 3- réserves de changes, pressions sur la monnaie et appartenance à une zone monétaire. 4- investissement / PIB, IDE et ressources naturelles. 5- stabilité du système financier local, endettement des entreprises, risque systématique.

2.4 - Appréciation de la crise selon le modèle de chaque pays

Le système financier maghrébin est généralement autonome et indépendant de ses relations avec les économies occidentales, et ne dispose pas encore d'un système boursier encore performant. Une des raisons pour lesquelles les turbulences économiques mondiales auront des effets moins graves au Maghreb, est que le contrôle des mouvements de capitaux, ont poussé les banques de la région à favoriser la gestion des dépôts locaux et à faire des investissements relativement peu risqués. Leur exposition à la crise financière mondiale qui a provoqué la chute de banques américaines et européennes est donc faible. Toutefois, des conséquences à moyen terme sont attendues car les économies maghrébines demeurent toutefois vulnérables.

Des pays ayant des réserves de change importantes notamment les économies pétrolières Algérie et la Libye ou des pays grands exportateurs de matières premières ou vivant du tourisme à l'instar de la Tunisie, le Maroc et la Mauritanie sont moins touchés à court terme dans la mesure où l'effondrement des cours avec la mentalité rentière du passé qui a privilégié la dépense monétaire sans se préoccuper d'une bonne gestion, risquent d'avoir des effets néfastes à moyen terme.

A l'instar des autres pays, les nations maghrébines subissent les effets de la crise chacune selon son type d'économie : L'Algérie et la Libye dont les recettes proviennent à 97,8 % et 96,9 % respectivement des ventes des hydrocarbures souffrent de l'effondrement du prix du baril de pétrole sur le marché mondial. La Tunisie et le Maroc, dont les recettes proviennent des exportations des produits des industries manufacturières voient leurs économies frappées de plein fouet par le rétrécissement des marchés d'exportation.

Ainsi la baisse des prix du pétrole et le rétrécissement sur le marché mondial sont les points d'impact de la récession mondiale sur la région du Maghreb. Les années à venir seront donc difficiles pour ces économies frappées déjà par des taux de chômage, notamment les jeunes lourds à gérer.

En Algérie, la croissance est tirée principalement par les secteurs BTP et services. Les programmes d'investissements publics font l'essentiel de la croissance dans un contexte où l'industrie perd régulièrement chaque année au moins un point de croissance et l'agriculture stagne.

Au Maroc, la croissance est toujours erratique et dépend des facteurs climatiques qui déterminent les performances de l'agriculture. Les pouvoirs publics marocains ont décidé de stimuler le marché intérieur pour contrebalancer les effets de la crise économique mondiale.

Ils ont décidé une hausse des salaires et un plan de relance basé sur les travaux d'infrastructures et notamment le rail. Les secteurs manufacturiers subissent les effets de la récession mondiale. Le secteur automobile en crise impacte négativement les activités industrielles d'équipementiers qui se sont développées récemment. Enfin, l'industrie textile souffre de la disparition de ses débouchés notamment les pays européens à cause de la concurrence chinoise.

Le Maroc est aujourd'hui dans une position relativement favorable pour faire face à la crise actuelle. En effet, l'important effort entrepris ces dernières années en matière de réforme a sensiblement renforcé la capacité de l'économie marocaine à résister aux chocs.

L'endettement extérieur public du Maroc est limité (10% du PIB environ, dû en grande majorité à des créanciers officiels).

En outre, la part des actifs étrangers dans l'actif total des banques est faible (environ 4%), de même que leurs engagements sur l'étranger, ce qui limite le risque d'une contagion purement financière.

Le Maroc n'est cependant pas à l'abri d'effets de ricochet liés au fort ralentissement de l'activité économique mondiale, et notamment en Europe. En d'autres termes, l'impact de la crise actuelle sur le Maroc passerait essentiellement par des canaux tels que le ralentissement de la demande extérieure (NDLR : exportations marocaines) adressée au Maroc ; celui des recettes du tourisme ou des transferts des Marocains résidents à l'étranger et une réduction des investissements étrangers. L'ampleur et le timing de ces répercussions dépendent de l'évolution des économies mondiales, et notamment européennes. La crise pourrait également avoir des effets positifs, notamment si les prix des produits importés tels que l'énergie diminuent.

En Tunisie, La croissance reste tirée pour l'essentiel par les exportations. Les performances réalisées en 2008 sont tout à fait probantes : les exportations de la branche industries mécaniques ont augmenté de plus de 78,9 % en 2008 par rapport à l'année 2007, celles des industries électriques de 18,4 %. Les activités des branches informatique et électronique ont crû de 23,4 entre les deux années 2007 et 2008. On voit bien à partir des seules données que l'industrie joue un rôle déterminant dans l'économie. Ce secteur est tourné vers les exportations elles mêmes centrées principalement sur la sous-traitance. Tout de même, il faut noter aussi que le tourisme demeure un secteur clé de l'économie tunisienne.

La Libye a réalisé un taux de croissance élevé en 2008 : 6,8 %. Le secteur clé est celui des hydrocarbures. Les recettes des exportations des hydrocarbures pour l'année 2008 ont atteint 37 milliards d'euros. 3 Milliards d'euros ont été distribués aux citoyens sous forme de

revenus. Il faudrait signaler également que le pays dispose d'un fonds souverain « Libyan investment Authority » (LIA) de 55,2 milliards de dollars.

En Mauritanie, la croissance a été de 1,9 % pour 2008. La pêche, les mines de fer et un peu de pétrole constituent l'essentiel des activités économiques. Le taux de chômage déclaré est de 32,5 %. La malnutrition touche le tiers de la population. Elle importe les trois quarts de son alimentation.

On peut dire sans se tromper, que les économies maghrébines restent des économies bien vulnérables et extrêmement très sensibles aux évolutions de l'économie mondiale.

Il faut enfin souligner l'importance de l'intégration régionale dans les pays du Maghreb pour mieux faire face à ce genre de choc.

3 - Intégration, défis et enjeux pour les pays du Maghreb

3.1 - Pour une intégration maghrébine

Nous mettons en valeur les facteurs qui militent pour une intégration économique susceptibles de faire le contrepoids aux ensembles de construction dans le monde, et pour mener à bien, en commun les missions dans les différents domaines en vue d'une prospérité recherchée.

Parce que les économies des cinq pays sont à fait distinctes qu'il est possible de leur donner une assise complémentaire au sens où chaque partie va trouver de ses partenaires une dimension de croissance à son économie.

Que ce soit pour l'industrie, l'agriculture où les services, les pays du Maghreb peuvent développer des stratégies d'intégration à forte valeur ajoutée quand tous les facteurs de coopération existent et sont disponibles à satiété, y compris une main d'œuvre jeune, qualifiée et à bon marché.

L'atout majeur de l'intégration maghrébine est sans nul doute la proximité de l'Europe. Les accords d'association signés avec l'Union européenne dès 1995 par le Maroc et la Tunisie, suivie plus tard par l'Algérie demanderont à être révisés pour intégrer les économies de l'ensemble maghrébin différentes, dans la négociation, des potentialités prises individuellement. Déjà que 60 % des exportations maghrébines sont destinées à l'Union européenne. Il s'agit pour le Maghreb de relever le défi de l'industrie de transformation face à la concurrence internationale pour ne plus dépendre des exportations des produits de base.

De même, essayer de sortir de la dépendance des facteurs climatiques ou des variations des prix de leurs exportations notamment ceux des hydrocarbures d'autant que ces dernières ressources s'amenuisent de plus en plus car elles ne sont renouvelables.

L'Algérie et la Libye avec leur pétrole et gaz, et bien d'autres potentialités, la Tunisie et le Maroc avec leur agriculture, tourisme et les minerais, la Mauritanie avec son poisson et son Minerai de fer disposent de populations à faibles revenus qu'il faut absolument aider à les améliorer pour une consommation maghrébine capable de diversifier les relations économiques, et de développer les secteurs industriels par complémentarité sans lesquels 'y a pas véritablement intégration et croissance¹.

Le défi pour le Maghreb consiste à garder sa position dominante pour les débouchés agricoles dans le marché européen de plus en plus difficile surtout face à la politique agricole commune. D'autres facteurs intégrants peuvent être cités comme la dépendance forte de la Mauritanie et le Maroc et à un degré moindre la Tunisie pour les hydrocarbures. Le Maroc et la Mauritanie peuvent compenser cette dépendance par leur richesses en phosphates et minerai de fer. Dans le domaine du tourisme les potentialités sont immense surtout pour le Maroc et la Tunisie où elles ne demandent qu'à être consolidées.

Les problèmes internationaux tels que : la raréfaction des ressources due à la surexploitation , l'environnement difficile et le développement durable, le chômage qui gagne plus de points et la précarité de l'emploi, l'acquisition des nouvelles technologies de l'information et la communication (NTIC) , le management et la labellisation, la compétitivité des entreprises face à la concurrence étrangère, la performance du système monétaire et financier, sont autant de domaines ouverts à l'intégration.

Les nouvelles technologies de l'information constituent une chance à saisir pour faciliter les rapprochements et les travaux à distance qui font gagner du temps et économiser les coûts entre les nations qui y adhèrent. Notons, que l'avenir appartient aux ensembles soudés par des intérêts communs ouverts au reste de la communauté mondiale.

3.2 - Enjeux et challenges pour le Maghreb

Face aux conséquences perverses de la crise, un certain nombre d'actions politiques, macro-sociales et macro-économiques doivent être menées pour juguler de telles retombées sur les économies de la région maghrébine :

- ✓ Créer un comité de crise au plus niveau de chaque Etat maghrébin avec une structure de coordination régionale pour suivre l'évolution de la crise mondiale afin d'être prêt à agir promptement si nécessaire. La crise actuelle peut une occasion d'encourager un consensus national en faveur de réformes à mener ;

¹ El Watan économique N°208 du 20 au 26 juillet 2009, p. 14

- ✓ Etablir des conditions favorables au développement en assurant la paix et la sécurité, la démocratie, l'Etat de droit, par une lutte efficace contre la corruption (bonne gouvernance), en fait la bonne gouvernance politique, économique et d'entreprise, avec un accent sur la gestion financière publique, la coopération et l'intégration sous-régionales ;
- ✓ Favoriser l'intégration économique de la région du Maghreb au reste du monde
- ✓ Continuer les réformes institutionnelles et micro économiques, car la stabilisation macro-économique est éphémère dans des réformes en profondeur ;
- ✓ Mobiliser les ressources en renforçant l'épargne et les investissements nationaux par l'intégration, loin de mesures autoritaires, de la sphère informelle dominante ;
- ✓ Accorder une priorité au développement humain, particulièrement la santé, l'éducation, les sciences et technologies et le développement des compétences en favorisant la création, de grandes universités reliées aux réseaux mondiaux impulsant des pôles d'excellence pour les managers de demain, tout en cherchant à mettre l'université aux normes et standards internationaux ;
- ✓ Retour au patriotisme économique et au principe de la préférence économique, ce qui constitue un choix déterminant ;
- ✓ Renforcer l'amélioration des infrastructures, y compris l'eau, le gaz, l'électricité, la technologie d'information et de communication (TIC) ;
- ✓ Promouvoir diversification de la production et des exportations, y compris la promotion de l'agro-industrie, des usines, des mines, des profils minéraux et du tourisme ;
- ✓ Viser à gagner une position clé dans la nouvelle économie fondée sur la connaissance et les réseaux du savoir ;
- ✓ Déconnecter la croissance des pays producteurs de pétrole des seuls hydrocarbures ;
- ✓ Deutsch disease : les exportations d'hydrocarbures rendent possible une explosion des importations des produits manufacturés qui concurrencent la production nationale, ce qui explique la forte mortalité des entreprises ;
- ✓ Ouvrir les secteurs productifs aux partenariats avec l'étranger mais identifier le périmètre stratégique qui doit être sanctuarisé ;
- ✓ Repenser tout le système économique mondial Face à la crise mondiale, les nouvelles politiques des dépenses publiques dites néo-keynésiennes avec un rôle central à l'Etat régulateur s'avèreront-elles efficaces, le prix Nobel d'économie de 2001 Joseph Stiglitz estimant que ces actions ne sont qu'une solution à court terme le comparant à

«une transfusion sanguine massive à une personne souffrant d'une grave hémorragie interne».²

Conclusion

La crise est là et touchera l'ensemble de la région du Maghreb. Aussi, la période 2008-2014 sera une période de gestion de la crise, dont la faiblesse des taux de croissance malgré des dépenses monétaires sans précédent n'est que le reflet d'un blocage systématique. Mais cette crise peut être une occasion d'encourager le consensus vers la poursuite des réformes engagées dont les pays ont cruellement besoin, si on veut éviter à terme une dérive sociale et politique liant instauration de l'économie du marché, concurrentielle loin de tout monopole qu'il soit public ou privé. Les pays du Maghreb, à l'instar de l'Algérie, la Libye qui ont accumulé de l'épargne pendant la vague de prospérité pourraient être en mesure de procéder progressivement aux réajustements nécessaires en puisant dans leurs réserves.

Au Maghreb, les ressources et le climat constituent un atout prééminent pour un développement d'envergure, la structure sociale par contre n'est pas adaptée pour entrer en symbiose avec ces ressources et ce climat, du fait des formulations économiques incohérentes et contraire à cette conciliation.

Les tentatives protectionnistes dans les pays du Maghreb reposent sur une autre logique. La crise n'est pas tout à fait la même, les chutes de la demande solvable sont aussi spectaculaires, l'insertion dans le commerce mondial rarement diversifiée. La crise mondiale est l'occasion sans pareille d'un moratoire pour faire décoller les labels nationaux, écrasés par la concurrence étrangère. Lorsque les pouvoirs publics décident d'interdire l'importation des médicaments fabriqués en Algérie, ils ne se protègent pas seulement contre explosion de la facture d'importation, mais aussi ils redéployent un projet industriel mis au tiroir pour cause de négociations très mal menées pour l'accession à l'OMC.

² A. Mebtoul, Expert international : revue réflexion , 16 mai 2009

Bibliographie.

- DAddi. L, 2004, *Réformes économiques et obstacles politiques*, Quotidien d'Oran, 26-27 juin, Algérie.
- Annam. S, 2004, *L'emploi et l'insertion en Algérie*, Actes du colloque international sur *La question de l'emploi en Afrique du Nord* organisé par le CREAD, 26-28 juin, Alger.
- Bagouler Omar, juin 2000, « Le partenariat euro méditerranéen et les enjeux de sécurité globalement et spécifiés maghrébines », colloque international de Bejaia : enjeux et perspectives.
- Benbitour Ahmed, 2001 « L'Algérie au troisième millénaire, défis et potentialités » Editions Marinoor.2003
- Benbitour. A, 1993, *Le financement de l'économie algérienne : une expérience riche d'enseignements*, Conférence donnée à l'I.E.D.F, Koléa.
- Bouyacoub. A, 2004, *Emploi et croissance en Algérie 1990-2003*, Actes du colloque international sur *La question de l'emploi en Afrique du Nord* organisé par le CREAD, 26-28 juin, Alger
- Broudic. P et Espinasse. J.M, 1980, *les politiques de gestion de la main-d'œuvre*, Revue *Travail et emploi*, N° 6, octobre, France
- Charmes. J; Musette. S, 2002, Employabilité au Maghreb: Cas des femmes et des diplômés de l'enseignement supérieur, Colloque *Economie Méditerranée Monde Arabe*, Sousse 20-21 septembre 2002, Tunisie
- Fourcade. B, 2000, *Les observatoires de l'emploi et de la formation professionnelle, outils de gestion des transformations du marché du travail ? Les cas de l'Algérie et de la Tunisie, Les notes du LIRHE*, note n°333, Université de TOULOUSE.
- KHELIF Amor, « La réforme du secteur des hydrocarbures en Algérie », in Colloque Fayçal YACHIR sur « La mondialisation, l'ajustement structurel et le développement à la lumière de l'oeuvre et de la pensée de Fayçal YACHIR, Université de Sétif, 15-16 Mai 1999, Vol 2.
- Kpodar. K, 2007, *Why Has Unemployment in Algeria Been Higher than in MENA and Transition Countries?*. IMF Working paper, African Department
- Mebtoul Abderahmane : *L'Algérie face aux défis de la mondialisation*, tome 2, OPU, 2002.
- Michel Rainelli, , *l'organisation mondiale du commerce*, Casbah éditions 2001
- Rosanvallon. A, 1995, *Etat et marché du travail*, In *Ajustement, Education, Emploi*. Editions *ECONOMICA*, pages 69-93
- Sid Ahmed. A, 1991, *Emploi et croissance au Maghreb : Bilan et perspectives*, Revue *Tiers Monde*, Volume 32, N° 125, Janvier-Mars, Paris
- Banque Mondiale, *tendances et perspectives économiques 2007 pour l'Afrique du Nord et le Moyen Orient- MENA*, rapport 2007